

INTERVENTION DE JEAN-PIERRE WORMS À LA TEMPÊTE

URGENCE DE LA TRANSITION: NÉCESSITÉ DE SA MISE EN OEUVRE

Dans le prolongement de ce que Benjamin et Gus viennent de dire je voudrais, pour ma part, insister sur ce qui m'obsède personnellement chaque jour davantage: **le sentiment d'urgence**. J'ai, en effet, le sentiment que les **logiques mortifères de la démesure** à l'oeuvre dans tous les domaines convergent et s'accélèrent. Il ne reste guère de temps pour réagir...

C'est le cas d'abord **en matière écologique** :

Le réchauffement climatique, la destruction de la bio-diversité, l'épuisement des ressources minérales, l'accumulation des déchets, la pollution conjointe de la terre, des mers, de l'air... tout va de plus en plus vite. En détruisant systématiquement la substance matérielle et vivante de notre environnement, nous mettons **en question les possibilités de survie de l'humanité**.

En matière économique et financière ensuite:

Un capitalisme financier déchainé où le développement économique est fondé sur une surconsommation frénétique de biens de moins en moins durables et non réparables et où l'accumulation des dettes qui en découle, associée au découplage de la spéculation financière et de l'investissement dans l'économie réelle, pourrait **annoncer une nouvelle crise financière, plus grave et plus destructrice** encore que celle dont nous ne sommes pas encore sortis...

En matière sociale enfin:

Le décrochage social d'un nombre important de nos concitoyens, notamment des plus jeunes et la croissance, pendant «la crise», des écarts de revenus et de patrimoines entre les plus riches qui n'ont cessé de s'enrichir et les plus pauvres qui n'ont cessé de s'appauvrir sont impressionnants. Les effets redistributifs de plus d'un siècle d'État-providence sont annulés et même inversés. On retrouve aujourd'hui un état de la société qui fait penser à celui que décrivaient à la fin du 19^{ème} siècle un Dickens ou un Zola... **Le tissu social effrité menace de se rompre**.

Et cela se déroule dans un climat international dégradé et de moins en moins «régulé»: montée des tensions et dissémination des conflits, replis nationalistes, multiplication des fondamentalismes, terrorisme, voire risques de guerre mondiale avec les gesticulations d'un Poutine aux frontières de l'Ukraine et d'États baltes membres de l'OTAN...

Face à l'accélération de ces **dérèglements et menaces de tous ordres mais qui convergent et se renforcent mutuellement**, les citoyens constatent et déplorent **l'impuissance du pouvoir politique**. Ils s'en détachent et en mettent **en cause la légitimité**.

À cela il y a **des causes objectives**:

Historiquement la **démocratie politique s'est constituée et organisée sur des espaces et des temporalités qui ne correspondent plus aux problèmes les plus importants** et encore moins aux puissances économiques et financières dominantes auxquels elle est confrontée. L'État est encore le lieu qui concentre l'immense majorité des pouvoirs de décision et d'action publiques alors que les principaux défis de l'avenir et les acteurs économiques concernés ne se situent pas à ce niveau mais aux niveaux continental et mondial et requièrent la prise en compte du temps long qui n'est pas celui des mandats électoraux . Et les collectivités locales, à qui la gestion du quotidien a été

progressivement dévolue, se regroupent et concentrent leurs moyens d'intervention au nom de la rationalisation de l'allocation de ressources rares et de la rentabilisation de l'action locale. **Perdant la qualité relationnelle de la grande proximité**, elles sont à leur tour menacées d'une perte d'adhésion et de légitimité citoyennes.

Mais il y a d'autres **causes plus profondes**:

D'abord celles **relatives à la qualité d'un «personnel politique»**, de plus en plus discrédité car refermé sur un entre soi, dans son mode de fonctionnement et d'organisation comme dans son mode de recrutement et de (non) renouvellement, un entre soi qui l'éloigne du reste de la société, de la réalité des problèmes et des préoccupations des citoyens. **Au fur et à mesure de la diminution de leur capacité à traiter de l'essentiel, les responsables politiques se concentrent en effet sur l'accessoire** ; les questions de posture occupent le devant de la scène et des débats sans fin s'engagent, avec la complicité des media, sur des questions secondaires érigées en questions de principes fondamentales; les luttes pour la conquête ou la préservation des postes, des places, des statuts et de leurs avantages afférents, se développent au sein de chaque formation et entre elles au détriment d'un débat public sur les enjeux et programmes politiques; les intérêts financiers associés aux fonctions politiques deviennent prééminents et les risques de petite voire de grande corruption se multiplient... **La défiance s'installe à l'égard de toutes les institutions publiques autant que de ceux qui les ont en charge. La démocratie en est gravement ébranlée.**

Il y a enfin **des causes encore plus fondamentales**, qui tiennent à la nature même de l'idée démocratique:

La démocratie moderne, telle que la révolution française a voulu la (re)fonder, s'appuie en effet sur l'idée d'une nécessaire délégation de la souveraineté populaire à des dirigeants mieux «éclairés» que les «simples citoyens» pour exercer des responsabilités d'intérêt général ... et choisis à ce titre par ces derniers. Le pouvoir du peuple se limite ainsi, mais cela reste évidemment essentiel, au choix de ses représentants et à leur contrôle. **Toute l'organisation de l'espace public découle de ce principe de délégation de la souveraineté populaire correspondant à une époque où l'immense majorité du peuple était illettrée et même où une majorité ne parlait pas français. Plus de deux siècles ont passé et les choses ont bien changé.** Mais pas les logiques institutionnelles fondatrices de la démocratie.

Les progrès de l'éducation et l'évolution de la technologie et des valeurs culturelles qui lui sont associées ont produit une société beaucoup plus centrée sur l'individu et sur ses capacités personnelles d'accès à la connaissance, de maîtrise des canaux de communication et d'autonomie de jugement et d'action. **Les citoyens en sont devenus de moins en moins prêts à déléguer, sur des problèmes locaux ou mondiaux qui les concernent personnellement**, leur pouvoir de penser, de dire et d'agir en leur nom à des représentants dont ils contestent le savoir, la puissance et la légitimité.

La crise démocratique qui en découle est considérable. Elle se traduit dans une grande diversité de comportements: retrait voire délinquance civique, abstention électorale, égoïsme consumeriste, xénophobie, populisme, montée des mouvements nationalistes d'extrême droite.

Faut-il baisser les bras devant l'accumulation, la force, la rapidité et l'entrelacement de ces effondrements mortifères? Certes non. Malgré l'exigence d'une impitoyable lucidité, le conseil d'un Gramsci s'impose: **opposer au pessimisme de l'intelligence l'optimisme de la volonté!** Une volonté qui ne peut se satisfaire de diagnostics et de discours d'intentions; elle ne serait alors que velléité. Une volonté qui ne prend sens et puissance que dans le passage à l'acte.

Pour cela, **cette volonté peut prendre appui sur une autre dimension, positive cette fois, de la crise démocratique. Car celle-ci prend aussi la forme d'un formidable renouveau de la créativité de la société civile**: ce que les institutions publiques ne peuvent ou ne veulent pas faire des citoyens s'associent pour le faire à leur place. Face à l'incompétence et l'impuissance avérées des pouvoirs politiques en place s'affirme la pertinence et la puissance des savoirs d'expérience et du pouvoir d'agir des citoyens. **On ne peut en effet qu'être frappé par la multiplicité et la diversité des initiatives citoyennes innovantes dans tous les champs de la vie sociale** (accès à l'emploi, au logement, à l'éducation, à la santé, à de nouvelles formes d'habitat, de sociabilité, de solidarité...), de la vie économique (circuits courts, entrepreneuriat coopératif, social et solidaire, monnaies alternatives...) et de la participation démocratique. On trouve là cette dynamique de la transition si justement soulignée par Gus: C'est au sein même de la société qui se meurt, dans ses carences de plus en plus béantes, qu'émergent les prémisses et que se posent les premières pierres de la nouvelle société appelée à la remplacer.

La transition est un processus très lent, compliqué, laborieux. Raison de plus pour s'y atteler sans plus attendre.

Deux difficultés, parmi bien d'autres sans doute, doivent toutefois être particulièrement soulignées car elles appellent de fortes mobilisations pour les surmonter.

La première, souvent mentionnée au cours de ces deux journées, tient à **l'émiettement de cette diversité d'initiatives qui freine la construction d'une capacité commune de transformation sociale, d'un véritable pouvoir politique partagé.**

Si, comme le veut notre tradition française, certaines initiatives novatrices se diffusent sur le territoire selon la rationalité décentralisatrice descendante d'une organisation de type fédéral, la grande majorité de ces «créatifs culturels», de ces «défricheurs» et «innovateurs sociaux», dont les initiatives «partent du bas» et sont liées aux spécificités de leurs territoires d'émergence, se méfient du risque d'aliéner leur liberté d'initiative dans la participation à toute forme d'organisation collective supérieure et du moins n'en voient pas l'utilité. **Isolées les une des autres et sans aptitude à intervenir ensemble dans l'espace public, leur visibilité médiatique et leur pouvoir transformateur ne correspond pas au poids réel des volontés, intelligences et compétences citoyennes mises en mouvement.**

Un autre facteur encore plus grave freine la mise en synergie de ces initiatives: **la reproduction au sein de la société civile de ce découpage de la société en «silos» verticaux déconnectés les uns des autres qu'opère le traitement administratif centralisé des problèmes sociaux.** L'emploi, l'éducation, le logement, la santé etc. etc. relèvent de champs de compétence particuliers, encadrés par des contraintes réglementaires, des corps administratifs et professionnels et des modes de financement spécifiques qui freinent, voire parfois interdisent les possibilités d'élaborer dans la concertation des politiques publiques cohérentes sur les territoires de leur mise en oeuvre. Cela est souvent dénoncé concernant l'action publique de l'État central. Moins souvent, alors que cela mériterait de l'être, concernant celle des collectivités locales. Exceptionnellement seulement concernant l'action des associations, réseaux ou collectifs citoyens. Ce qui est encore plus grave.

C'est pourtant un constat que chacun peut faire: sur un même territoire local, des voisins engagés pour l'ouverture de l'école aux familles qui en sont les plus éloignées, d'autres qui militent pour ouvrir et accompagner l'accès à la création d'entreprise de personnes dont le statut financier et social les en maintiendrait éloignés, d'autres encore qui veulent améliorer l'écoute et la prise en compte de l'intelligence et de la volonté des malades dans l'organisation des soins et dans les pratiques médicales, d'autres aussi... bref **tous ces citoyens qui, dans tous les champs de la vie sociale locale, agissent pour développer et valoriser le «pouvoir d'agir» des personnes concernées par**

une politique publique, tous ces membres d'une société civique active, bien que mus par les mêmes valeurs, les mêmes désirs, les mêmes idées de la société qu'ils aimeraient transmettre à leurs enfants... ne se connaissent pas!!! et de ce fait ne constituent pas une force capable de peser ensemble sur l'organisation et la mise en oeuvre cohérente des politiques publiques sur leur territoire commun.

Construire des relations transversales, de l'inter-connaissance et de l'inter-action sur les territoires locaux, un pouvoir d'agir partagé, voilà ce que les convivialistes devraient entreprendre partout et de toute urgence. C'est pourquoi il importe de profiter de cette journée d'occupation de l'espace public le 24 septembre prochain, initiée par «Alternatiba» et le «collectif pour la transition», pour mettre en pleine lumière, sur un maximum de territoires et en invitant les media à en diffuser le message, ce que les citoyens ont entrepris pour construire, chacun séparément mais conjointement et dès maintenant, cet autre monde plus juste, plus libre, plus convivial... et plus durable auquel aspirent tant et tant de nos concitoyens. Et pourquoi ne pas interpeller à ce propos ceux qui, dans quelques mois, vont solliciter nos suffrages? **La démocratie doit se reconstruire en inversant le rapport entre les citoyens et leurs élus:** au lieu que ce soient des candidats qui demandent aux citoyens d'approuver leurs «programmes», que ce soient les citoyens qui demandent aux élus d'approuver et de mettre en oeuvre leurs propositions et de faire une place à leurs initiatives dans l'espace public.

Encore faut-il que le «personnel politique» soit apte à entendre ce message et que l'action publique soit apte à s'enrichir de l'intelligence et de l'action des citoyens. **C'est poser au moins deux problématiques** qui ne figurent pas à l'agenda de ces deux journées:

- celle **du statut de la «représentation politique» pour l'ouvrir largement à la participation d'un nombre de citoyens beaucoup plus important qu'aujourd'hui** (interdiction absolue de tout cumul de mandats et limitation dans le temps de leur exercice, transparence financière et sanction rigoureuse des conflits d'intérêt, tirage au sort de certaines instances de contrôle voire de délibération, référendums...),
- celle **de l'élaboration de la décision, de sa mise en oeuvre et du statut et de l'organisation des fonctions et des institutions publiques pour faire une large place à une élaboration partagée et à une co-gestion de l'action publique,** voire à une gestion publique déléguée à des organisations de citoyens.

Certains d'entre nous sont réticents à aborder ces questions relatives à la réforme de la constitution, des institutions et procédures publiques. Soit ils craignent de mal les maîtriser et de risquer de se faire manipuler par de prétendus «experts» ou notables politiques, soucieux en fait de préserver leurs divers privilèges; soit ils veulent organiser la diminution progressive des pouvoirs de l'État et des institutions et agents juridiquement en charge de «l'intérêt général» pour les confier à la société civique et considèrent que débattre des institutions et de la réforme constitutionnelle, voire se préoccuper des prochaines élections, détournerait l'attention de l'essentiel et refusent de ce fait de s'engager dans ce type de débats. **Mais laisser ces questions en friche et croire qu'on peut les ignorer et se désintéresser de la politique instituée et notamment des prochaines échéances électorales, bref traiter des problèmes socio-économiques sans se préoccuper de leur inscription dans les cadres actuels de la démocratie conduit selon moi à une impasse.** Élaborer les moyens juridiques et institutionnels de mise en oeuvre de notre volonté de transformation sociale et les porter dans les débats politiques à venir présente des difficultés et des risques réels; mais ces difficultés et ces risques sont incontournables. Les assumer est **un défi que les convivialistes se doivent de relever.**